

Économie sociale et solidaire

Une autre vision de l'économie

Il y a encore un an, parler d'économie sociale et solidaire n'accrochait pas grand monde. Depuis, la crise mondiale, en bousculant fortement les systèmes financiers, a aussi bousculé les certitudes. Aujourd'hui, ces sociétés de personnes - et non de capitaux - que sont les coopératives, les mutuelles et les associations retiennent toute l'attention. Car elles font de l'économie autrement, en respectant des principes qui mettent l'homme et la gouvernance démocratique au cœur de leur stratégie.



Un cabinet dentaire dans une des maisons médicales du groupe Languedoc-Mutualité.

Un peu de douceur dans un monde de brute. C'est, en quelques mots, ce qui sépare l'économie sociale de l'économie dite capitaliste. Sans renoncer aux lois du marché ni à l'idée de management, la première, en appliquant le principe de « un homme-une voix », place la personne au centre de ses actions quel que soit le montant du capital qu'elle apporte quand la seconde ne se soucie justement que de ce montant pour accorder des pouvoirs. Deux visions diamétralement opposées avec, pour la première fois depuis bien longtemps, une petite revanche de l'économie sociale sur l'économie capitaliste mise KO debout par une absence totale de contrôle qui a fini par produire tout et n'importe quoi. Mais au fait, c'est quoi l'économie sociale, forcément solidaire, l'une n'allant pas

sans l'autre ? « Presque tous les foyers vivant en France sont en contact avec l'économie sociale. Les mutuelles santé et de prévoyance couvrent 30 millions de personnes, les mutuelles d'assurances 1 automobile sur 2 et 2 habitations sur 3. Qui ne connaît les coopératives : agricoles, viticoles, laitières, de pêche, de transport, de distribution ? et les banques coopératives : Banques Populaires, Crédit Agricole, Crédit Coopératif, Crédit Mutuel, Caisses d'Épargne... ? Quant aux associations, elles sont présentes partout... monde sportif, culturel, éducatif, familial, sanitaire et social, environnement, formation... L'économie sociale en France c'est aussi plus de 1 000 milliards de ressources, plus de 1 700 000 emplois, un des gisements les plus fertiles en création d'emplois à travers ses 760 000 entreprises », explique Muriel Boudou, déléguée générale de la Chambre régionale de l'économie

sociale. Une CRES mise sur pied pour représenter le secteur, lui fournir toutes les informations qui le concernent, promouvoir ses valeurs et favoriser le développement de ses entreprises.

Un secteur innovant

« Toutes les régions ont leur CRES, lesquelles sont fédérées au niveau d'un conseil national. Ces structures représentent régionalement l'ensemble des têtes de réseaux coopératives, mutualistes et associatives de l'économie sociale », poursuit Muriel Boudou. Laquelle met l'accent sur les grandes innovations issues de l'économie sociale et qui font aujourd'hui partie de la vie quotidienne (voir encadré). Mais aussi sur les actions, souvent innovantes, menées au sein de la CRES LR pour booster le secteur. Notamment la constitution d'un outil d'autoformation à l'économie sociale montée en ▶



Inauguration de la première convention des entreprises de l'économie sociale – Coventis 2008. La 2^e édition se tiendra les 3 et 4 décembre 2009 au Corum à Montpellier.

► partenariat avec le CRDP (Centre régional de documentation pédagogique) de l'académie de Montpellier, l'élaboration d'un accord cadre dans la lignée des contrats de filière qui devrait être finalisé à la fin de l'année, l'ouverture d'une page emploi ESS sur le site de la Cres LR... « Nous nous occupons aussi de promotion. Ainsi, le mois de l'économie sociale, fixé nationalement en novembre depuis trois ans, se clôture par Coventis, la convention des entreprises de l'économie sociale. La 2^e édition se tiendra les 3 et 4 décembre au Corum à Montpellier. Son but est de favoriser le flux d'échanges et d'affaires entre nos entreprises », ajoute Muriel Boudou pour qui l'action la plus marquante, cette année, restera le lancement de L'École de l'Entrepreneuriat en économie sociale. « C'est une structure unique en France, sous forme de société coopérative d'intérêt collectif, dont l'objectif est de favoriser le déve-

loppement des compétences managériales des cadres dirigeants auxquels on n'apprend pas dans les écoles de management classique la gouvernance ni la gestion des ressources humaines telles qu'elles s'entendent dans les entreprises d'économie sociale, sociétés de personnes et non de capitaux. »

Une école unique en France

La première promotion composée d'une douzaine de stagiaires est déjà au travail, une deuxième suivra fin 2009/ début 2010. Une école soutenue par l'Europe mais aussi par la Région qui, d'ailleurs s'investit fortement dans ce domaine ainsi que dans les entreprises du secteur. « Dès son arrivée aux commandes, l'équipe en place a fait le choix d'inclure cette économie dans ses priorités en créant une délégation à l'économie sociale, un secteur fort en région puisqu'il pèse 10% du PIB », précise l'élue qui en a la charge, Marie

Quelques exemples d'innovation

- des mutuelles santé-prévoyance
- des mutuelles assurances : le constat amiable, les garages agréés, le tiers-payant en assurance automobile, le recours précoce à l'informatisation des relations assureurs-experts-réparateurs en automobile...
- des associations : l'aide à domicile, l'alternative à l'hospitalisation, la prise en charge des handicapés, le titre emploi service, les villages de vacances...
- des coopératives : le contrôle qualité des produits, l'animation sociale en milieu rural, le prix du livre, les prêts bancaires à taux variable...

Meunier-Polge. « Nous avons mis sur pied un incubateur Alter'Incub pour accompagner des porteurs de projets. Nous avons aussi participé à la création de l'école de l'entrepreneuriat et nous travaillons à la création d'une pépinière d'entreprises qui verra le jour en 2011. » Une réelle volonté politique de soutenir un secteur porteur de valeurs. « La stratégie de la Région se traduit par deux orientations, l'une individuelle pour financer des aides à l'investissement, au recrutement, à la formation professionnelle, soit 600 000 € par an, l'autre collective à travers le programme d'animation des acteurs régionaux pour structurer les réseaux et soutenir l'innovation sociale », ajoute, Benoît Holley, chargé de mission à la direction du développement de l'entreprise en économie sociale. Lequel met en avant le travail mené par sa structure au niveau du Feder (Fonds européen de développement régional) pour faire prendre en compte la capacité d'innovation du secteur. « Il va nous apporter 2 M€ sur les 8 M€ nécessaires à la mise en place de la pépinière qui doit offrir au secteur une visibilité maximale », se félicite-t-il. ■

Marie-Claire Pfi

L'économie sociale en Languedoc-Roussillon

Cette économie sociale, qui touche tous les secteurs d'activité, est fortement implantée en Languedoc-Roussillon puisqu'elle compte 9 827 établissements qui emploient 89 495 salariés, soit plus de 11 % des employeurs régionaux et entre 12 et 13 % de l'effectif salarié global. Autant d'organismes partagés entre trois grandes familles, les coopératives, les mutuelles et les associations, qui se préoccupent de leur développement mais dans le respect de certains principes dont, entre autres, l'appropriation collective des excédents, le primat de l'individu sur le capital et l'indépendance politique. Tout ce à quoi fait rarement référence l'économie capitaliste.